

ÉDITORIAL
MARTINE
MAELSCHALCK
Editorialiste en chef



Un «bug» informatique qui laisse pantois

Inadmissible en démocratie

Derrière le vocable très sérieux de «bug» informatique, se cache une affaire qui donne à notre pays, et singulièrement à la Wallonie, des allures de république bananière.

Dans ce dossier, on va de surprise en surprise. Après des jours d'errance informatique, le SPF Intérieur nous apprend que plus de 2.000 votes devront être annulés parce qu'il est impossible de les localiser. Et cela, malgré les efforts des informaticiens qui ont dû réécrire en vitesse un bout de logiciel. Donc: primo, le ministère de l'Intérieur supprime délibérément des votes valables en affirmant que ces suffrages sont trop peu nombreux pour influencer le vote; et secundo, des techniciens s'introduisent dans le système pour le modifier... Pour la démocratie, c'est tout simplement inadmissible.

Autre surprise: la société Stésud, qui installe les machines de vote et qui a conçu le logiciel (en 1994!), est devenue il y a un an la propriété du groupe informatique liégeois NRB. Or, les principaux actionnaires de NRB sont Ethias et Tecteo. C'est-à-dire des sociétés contrôlées par les pouvoirs publics et dirigées par des proches des partis socialistes (PS ou sp.a). Donc: la seule société qui organise le vote électronique en Wallonie et dans 17 communes bruxelloises est

détenue par des actionnaires proches de la mouvance socialiste liégeoise. On n'ose imaginer quelle aurait été la réaction des politiques si c'était une société privée qui avait détenu ce pouvoir.

En revanche, l'obsolescence du système de vote utilisé dans 39 communes wallonnes et 17 communes bruxelloises n'était un secret pour personne. Alors que la Flandre a décidé de passer à une technologie plus moderne et de financer l'opération pour soutenir les communes, alors que la région bruxelloise s'est engagée dans une phase de test, la Région wallonne, elle, n'a rien fait du tout. Pire: elle a fait passer un décret pour facturer aux communes concernées le surcoût du vote électronique! C'est tout simplement hallucinant.

On aurait voulu mettre à mort le vote électronique que l'on ne s'y serait pas pris autrement. Il faudra tout de même que quelqu'un réponde de ce scandale de l'obsolescence programmée.

On n'ose imaginer quelle aurait été la réaction des politiques si cela avait été une société privée.

Le bug informatique se transforme en bug démocratique

On n'avait jamais vu ça. Un bug informatique fausse les résultats de 2.200 bulletins. Des candidats déçus demandent qu'on revote dans les communes concernées.

2.200 électeurs n'auront finalement pas pu exprimer leurs voix. Parce qu'ils auront changé d'avis au dernier moment dans l'isoloir. Parce qu'ils n'auront pas fait la bonne manœuvre pour revenir en arrière; il fallait cliquer sur «annuler» et non cliquer la (les) case(s) sélectionnée(s).

Pour ces raisons, le système a «bugué». Il n'a pris en compte que le premier choix et pas le deuxième. Impossible de retrouver ce deuxième choix sur les disquettes. Il ne s'est pas enregistré. «Nous n'avons aucune preuve du second vote», affirme Stéphane De Mul, porte-parole du SPF Intérieur. Si l'électeur avait accordé des voix de préférences à certains candidats, celles-ci sont perdues à jamais. Mais le SPF Intérieur l'assure:

«cela n'a aucune incidence sur la répartition des sièges». 2.200 électeurs cela représente 0,06% des votes.

Aucune influence? Vingt-deux cantons seraient concernés répartis sur l'arrondissement de Liège, 17 communes bruxelloises (sauf Saint-Gilles et Woluwé-Saint-Pierre), Eupen, Saint-Vith, Durbuy, Lens et Frasnes-lez-Anvaing. Le porte-parole du Ministère a donné la répartition des bulletins erronés à Bruxelles. Ils concernent 265 résultats régionaux, 357 fédéraux, 796 Européens et 27 pour le Parlement flamand. Il reste donc près de 700 bulletins sur l'arrondissement liégeois (dont 20 à Eupen). Mais on ne connaît pas encore la répartition exacte.

Ces chiffres démontrent qu'il y a un impact potentiel en Communauté germanophone. Il manque 14 voix à la liste Vivant pour obtenir un siège. Michael Balter, le chef de file du groupe Vivant au Parlement germanophone a annoncé que son parti allait introduire un recours au-

près du Parlement germanophone. Ecolo le fera aussi même s'ils sont moins concernés (il leur manque 420 voix pour décrocher un siège supplémentaire). Les partis ont 10 jours à compter des élections, pour introduire un recours.

Sur Bruxelles, cela n'a aucune influence sur la répartition des sièges entre les partis mais cela pourrait en avoir sur la distribution des sièges au sein d'une même liste. Par exemple, à Schaerbeek, il manque une dizaine de voix à Halis Kokten (PS), pour être élu. Mercredi, il a organisé un rassemblement devant la Maison communale de Schaerbeek pour dénoncer le couac informatique qui l'empêche d'être élu. «Avec mes collègues Ibrahim Donmez (PS) et Sait Kose (FDF), nous estimons que chaque citoyen a droit à un vote et tous n'ont, semble-t-il, pas été pris en considération. Pour nous, il faut pouvoir revoter à Schaerbeek», juge-t-il. L'appel à l'annulation du scrutin est lancé mais il n'est pas relayé par les instances of-

Et si le pari de Bart De Wever n'était pas si fou que cela...

Après s'être entretenu avec les présidents francophones, l'informateur est peut-être moins pessimiste qu'avant. Encore faut-il s'y retrouver entre les souhaits des uns, les coups de bluff des autres et les stratégies de chacun.



Bart De Wever a reçu mercredi, un par un, tous les présidents francophones de parti. © PHOTO NEWS/BELGA



"Le(s) présent(s) article(s) est (sont) reproduit(s) avec l'autorisation de l'Editeur, tous droits réservés. Toute utilisation ultérieure doit faire l'objet d'une autorisation spécifique de la société de gestion Copiepresse info@copiepresse.be "

A SAVOIR LES GERMANOPHONES, PREMIERS À ABOUTIR

Les Germanophones ont décidé de reconduire la coalition sortante ProDG, PFF et SP. Le parti autonomiste ProDG d'Olivier Paasch est majoritaire (6 sièges sur 14), et devrait obtenir le poste de ministre-président. Le socialiste Karl-Heinz Lambertz, à la tête de la Communauté germanophone depuis 10 ans, devrait donc céder sa place à un autonomiste, ce qui n'a pas plu au cdH. Benoît Lutgen a demandé aux socialistes et libéraux germanophones de se «ressaisir» et ne pas opter pour un projet ultra-régionaliste. Karl-Heinz Lambertz a qualifié d'inacceptable cette incursion du président du cdH dans les négociations. L'accord de gouvernement sera présenté ce vendredi au parlement germanophone.



MARTIN BUXANT
ET CHRISTOPHE DE CAEVEL

Bart De Wever est venu, il a entendu, maintenant il doit répondre à la question: l'installation d'une coalition fédérale sans le parti socialiste est-elle sérieusement envisageable? L'informateur royal a jusqu'à mardi pour plancher sur sa copie. L'hypothèse n'a en tout cas pas pris une volée de plombs dans l'aile, après les premiers entretiens de De Wever avec les présidents francophones, ce mercredi au Sénat. En soi, c'est déjà une forme de petite victoire pour lui. «Il prend sa mission au sérieux et semble effectivement penser qu'il peut aboutir», confie l'un des visiteurs du mercredi.

L'homme, qui est tout sauf idiot, a bien compris que sa mince chance de réussite passait par la mise au frigo de toute discussion institutionnelle. «Il n'a aucune marge de manœuvre sur ce plan et il nous a clairement montré qu'il en était conscient», assure-t-on dans un état-major.

Stop institutionnel

Curieusement, c'est Elio Di Rupo lui-même qui a confirmé que Bart De Wever avait mis tout le volet communautaire de côté. «Les priorités sont socio-économiques», a dit le Monitois, à l'issue de son entrevue avec l'informateur. Sans doute espérait-il ainsi bouter le feu à l'arrière-ban des nationalistes flamands. En vain, à ce stade. Les troupes de la N-VA respectent le mot d'ordre de silence absolu, prêts à considérer le seul renvoi du

PS dans l'opposition comme une grande victoire.

Le PS a rappelé ses priorités de campagne sur l'emploi, le pouvoir d'achat et le maintien de l'indexation des salaires. A priori, l'informateur a dû acter ici un écart trop grand par rapport à ses propres attentes pour pouvoir avancer ensemble.

Mais avec le MR et le cdH, cet écart est-il aussi trop grand? Les présidents ont pointé leurs limites (à nouveau sur l'index ou sur la limitation dans le temps du droit aux allocations de chômage) mais celles-ci n'ont apparemment pas été jugées excessives par l'informateur.

Le principal écueil, c'est la confiance. Les partis francophones craignent de mettre le doigt dans un engrenage infernal, en entrant dans une dynamique impulsée par le sulfureux Bart De Wever. En outre, le personnage a été tellement diabolisé (son match avec le PS fut peut-être électoralement rentable mais il complique le second tour, celui des négociations) qu'une alliance avec lui exigerait de gigantesques efforts de pédagogie auprès de l'opinion francophone.

Néanmoins, après sa campagne très anti-socialiste, le MR ne peut pas vraiment faire autre chose que de laisser la porte ouverte. Il ne néglige pas non plus la perspective de diriger les gouvernements wallon et bruxellois (avec le FDF en appui) sans le PS.

Quant au cdH, il voit là une occasion d'enfin démontrer qu'il est effectivement centriste et donc équilibré par rapport à la gauche et à la droite. Plus prosaïquement, le parti «humaniste» fait jouer la calculatrice: dans une tripartite (l'alternative au gouvernement de droite souhaité par De Wever), il n'est pas arithmétiquement indispensable et pèserait donc peu sur les choix et les postes. En revanche, dans la formule N-VA, la moitié des députés cdH pourraient quasiment faire partie d'un gouvernement. De quoi allécher certains appétits...

Bref, même en off, ni les libéraux ni les centristes ne balaient a priori le travail de l'informateur. «Nous verrons mardi, quand il aura remis son rapport», dit-on.

Cela suffit-il à faire souffler un vent d'opposition jusqu'au boulevard de l'Empereur? Non. Le vrai souffle viendra du CD&V. Les partis francophones doivent éviter qu'un échec puisse être imputé à leur «mauvaise volonté», à leur mépris de l'électeur flamand. Une telle situation raviverait en effet le feu communautaire et compliquerait la remise en route de la tripartite classique.

Wallonie et Bruxelles

En attendant, en entretenant une forme de suspense au Fédéral, le MR et le cdH invitent le PS à modérer ses prétentions dans les entités fédérées où il a la main. Plus il sera gourmand, plus il poussera les autres à examiner les alternatives... Justement, ces discussions s'ouvrent ce vendredi pour Bruxelles (avec Laurette Onkelinx) et la Wallonie. Elles se poursuivront lundi et mardi. Tous les partis représentés dans les assemblées, y compris donc le PTB et le PP, sont invités.

Les socialistes testeront notamment le souhait de chacun d'avancer vite ou de préférer attendre que les choses se décentent au Fédéral. Notons ici que le MR et le cdH plaident pour des majorités cohérentes aux différents niveaux de pouvoir, alors que le PS n'a pas exclu des coalitions asymétriques. Laurette Onkelinx a en outre déjà exprimé son souhait d'une majorité «progressiste» à Bruxelles.

Elle a reçu un bel appui, jeudi, de la part de Didier Gosuin (FDF), champion des voix de préférence aux élections régionales à Bruxelles. «Je pense que le PS a une vision globale de l'avenir de la Région, a-t-il déclaré sur Télé-Bruxelles. Au MR, c'est beaucoup plus brouillon. Je ne dis pas que tout est mauvais mais on ne distingue pas très bien les lignes claires.»

En annonçant les réunions pour ce vendredi, le PS anticipe quelque peu sur le scénario initial qui faisait débiter le processus lundi prochain. «Nous étions prêts, pourquoi attendre lundi», dit-on PS. Libre à chacun de les croire. Ou de penser qu'il y a peut-être quelque chose qui se décoinçait dans les couloirs du Sénat...

3 QUESTIONS À

PASCAL DELWIT *Politologue ULB*

1 Va-t-on devoir revoter d'après vous?

C'est toujours possible. Il faudra voir si les Parlements valident les élections. Mais pour moi, de nouvelles élections seraient une réponse disproportionnée. Cela pourrait même créer de nouveaux problèmes. Car si aujourd'hui, la distribution en sièges n'est pas affectée (sauf en communauté germanophone), elle pourrait l'être en cas de revote. Et puis, quand auraient lieu ces élections? Fin juin, début juillet? Les gens seraient déjà en vacances. Et les négociations seraient déjà entamées, les électeurs pourraient réagir à ça. Pour moi, de nouvelles élections, c'est un remède pire que le mal.

2 Un tel cas de figure a-t-il déjà eu lieu?

Lors des élections provinciales en 2000, il manquait la liste du Vlaams Blok sur le bulletin de

vote. Un autre scrutin a été organisé. À l'époque, on avait constaté un plus grand taux d'abstention. Lors d'élections communales, il a également fallu revoter à Saint-Gilles. Et là, le résultat n'était pas le même que la première fois.

3 Est-il normal que des bureaux de vote valident les résultats alors qu'ils ont perdu de vue les bulletins pendant 48 heures?

À vrai dire, ils sont devant une situation sans solution. Il est impossible de connaître les vrais résultats puisque ceux-ci n'ont pas été enregistrés. Ils n'ont pas vraiment d'autres alternatives que de valider, mais je pense que c'est surtout par résignation qu'ils le font.

4 Qui est responsable de ce bug démocratique?

Aujourd'hui, tout le monde se renvoie la patate chaude. Personnellement, je n'ai jamais été très convaincu par Stésud. Lors de précédentes élections, ils ont déjà fait quelques erreurs. Aujourd'hui, je ne comprends pas pourquoi il n'y a pas eu de tests préalables. Un tel manque de professionnalisme autant de la part du ministère que de la firme, c'est au-dessus de ma compréhension. Ce qui me surprend encore plus, c'est cette erreur dans la communication. Dire que ça n'a pas d'impact, c'est faux. Cela pourrait être le cas en communauté germanophone. Et pour les candidats à l'intérieur des listes, on ne saura jamais si ce sont les bons qui ont été élus. Pour les citoyens, cela jette le doute. Il serait temps que la ministre s'exprime sur le sujet. Il faut que des leçons sérieuses soient tirées. **A.S.**

ficielles des partis.

Sans appeler à un nouveau vote, le bourgmestre de Schaerbeek, Bernard Clerfayt (FDF), dénonce un «bug démocratique». «Je ne peux pas affirmer que les résultats sont faux. Mais nous n'avons pas l'assurance qu'ils soient corrects. Pendant 48 heures, les bureaux de vote ont été dépossédés des bulletins afin que le SPF l'Intérieur puisse les analyser. Le contrôle démocratique n'a donc pas été possible. Ce n'est pas à l'exécutif d'organiser les élections et de juger de leur bon déroulement. Cela doit se faire dans les bureaux sous le contrôle des magistrats et des témoins.»

Du côté d'Ecolo, deux personnes sont en train d'évaluer les conséquences de ce plantage. «À ce stade, cela n'a pas d'impact mais c'est peut-être l'arbre qui cache la forêt. Certains présidents de bureaux ont donné l'alerte mais peut-être que d'autres ont laissé faire», s'interroge Baptiste Erkes, attaché de presse Ecolo à Bruxelles.

Des élections valides?

Ce couac informatique pose la question de la validité des résultats. Pour Frédéric Gosselin, juriste et maître de conférence à l'ULB, «il y a une irrégularité, c'est certain. Le ministère de l'Intérieur le reconnaît. Mais ce n'est pas parce qu'il y a des irrégularités qu'une élection est invalide. D'après lui, «pour que l'élection puisse être mise en cause, il faut démontrer mathématiquement que ces 2.000 votes auraient pu changer quelque chose». C'est ce que va démontrer Vivant devant le Parlement germanophone.

Les bureaux de vote d'Eupen et de Schaerbeek ont fini par suivre le ministère de l'Intérieur. Ils ont annulé les bulletins erronés, validant ainsi les résultats. On attend, ce vendredi, la validation des bureaux liégeois. Mais in fine, c'est le Parlement qui tranchera.

«Et la bizarrerie, c'est que finalement, ce sont les personnes élues qui vont elles-mêmes statuer sur les élections», explique Frédéric Gosselin.

A.S.

